

# «La Bataille du Gripen», chronique d'une campagne extraordinaire

**DÉMOCRATIE** Le réalisateur Frédéric Gonseth retrace dans un film documentaire la formation de l'opinion publique qui a précédé le rejet de l'avion de combat Gripen dans les urnes en mai 2014

LISE BAILAT, BERNE  
@LiseBailat

Et soudain, il y a eu six millions de spécialistes de l'aviation militaire dans le pays. En décidant de suivre la campagne sur l'achat de 22 avions de combat Gripen en 2013 et 2014, le réalisateur Frédéric Gonseth a fait preuve de flair. Le débat fort en rebondissements a passionné les Suisses. Il s'est inscrit dans une période politique délicate et a mis aux prises une constellation d'acteurs atypiques. Dans *La Bataille du Gripen*, le cinéaste vaudois retrace avec pédagogie le fil de cette campagne qui a abouti au premier revers de l'armée dans les urnes: le 18 mai 2014, 53,4% des votants refusaient l'achat du jet suédois.

Le documentaire s'ouvre sur des images de combat aérien, de celles qui passionnent les petits garçons. Mais le Gripen, lui, doit apparaître comme le choix de la raison pour la Suisse. Le jet suédois est l'avion le moins cher. Chef du Département de la défense à l'époque, Ueli Maurer prend le pari que les citoyens préféreront un 4x4 à une Ferrari.

## Deux campagnes aux dynamiques opposées

Le débat dévie rapidement de la voie tracée par le ministre et son entourage. Frédéric Gonseth montre point par point, tout en restant implacablement neutre, comment le camp des référendaires élabore la stratégie gagnante. Les opposants exploitent de manière très tactique les nombreuses divisions du camp du oui. Pour rassurer les Suisses, on veille aussi à ce que les pacifistes les plus acharnés restent en coulisses. Le message doit être le suivant: «Nous n'avons rien contre l'armée, mais le Gripen n'est pas le bon avion.»

En face, la campagne se heurte à des difficultés relationnelles et de communication. Répétés par Ueli Maurer, les arguments de la sécurité de la Suisse et du coût de l'avion peinent à porter. Souvenirs... Le ministre UDC présente aux quatre coins du pays son fameux chalet de bois qui symbolise la Maison Suisse – et «le Gripen, c'est le toit» – ainsi que son billet de cent francs – dont «seuls quarante centimes seront



L'affiche de «La Bataille du Gripen»: Jo Lang (à g.), membre fondateur du Groupe pour une Suisse sans armée (GSSA), débat avec Christophe Keckeis (à dr.), ancien pilote et chef de l'armée suisse. (OUTSIDE THE BOX)

## TROIS QUESTIONS À

### «J'ai déchiré mon bulletin de vote»

**Quand vous êtes-vous intéressé au Gripen et pourquoi?** Il y a très longtemps que je m'intéresse à la politique et à la démocratie suisse ainsi qu'à l'histoire. Je voulais porter mon attention sur ce qui se passe dans l'opinion publique lors d'une phase de votation populaire. L'achat d'un avion, moins abstrait qu'une loi, émotionnel, se prêtait bien à un traitement documentaire. En septembre 2013, il y a eu plus une conjoncture d'événements exceptionnels. Ueli Maurer et ses services décident de faire une loi portant sur l'achat de l'avion de combat qui sera donc soumise à un risque référendaire. Les Verts libéraux annoncent leur envie de participer à un référendum. En même temps, le Groupe pour une Suisse sans armée perd la votation sur l'obligation de servir. Ces trois éléments ouvrent le jeu.

**Comment avez-vous réussi à obtenir la confiance des deux camps, alors que vous êtes vu comme un cinéaste de gauche?** J'ai été marqué à gauche, antimilitariste même. Mais je ne m'affirme plus comme un militant depuis des années. Je m'engage comme cinéaste. Mon passé a posé un problème avec les équipes du conseiller fédéral Ueli Maurer, qui ont refusé que je l'approche. Mais il m'a laissé toute liberté avec ses collaborateurs, notamment Hans-Peter



FRÉDÉRIC GONSETH  
RÉALISATEUR  
DE «LA BATAILLE DU GRIPEN»

Wüthrich, chargé de campagne. J'ai convaincu en affichant une neutralité stricte. J'ai même déchiré mon bulletin de vote. Et j'ai promis de réserver toutes les informations et images confidentielles recueillies durant le tournage pour le documentaire qui s'inscrit dans une perspective historique.

**C'est frappant: l'opinion publique est rapidement mature sur un sujet très technique...** Les gens ont un attachement réel à la démocratie. Que ce soit dans une usine ou chez des retraités, tous ont des arguments que l'on pourrait entendre dans un *Infrarouge* ou un *Arena*. Ils savent jouer avec les mêmes cartes que les politiciens. La démocratie directe a pour effet de former les gens et de les mettre au même niveau que leurs représentants. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR L. B.

investis dans l'avion». Sans oublier l'incident malheureux de sa femme comparée à un objet ménager. Inquiets de la tournure prise par les événements, les officiers reçoivent quant à eux l'instruction de ne pas participer à la campagne.

## Les masques tombent

Et il y a ces événements, à l'impact lourd, qui se succèdent en février 2014: le vote du 9 février «Contre l'immigration de masse» laisse à une partie de la population des envies de vengeance contre l'UDC. On découvre que la Suède, pays produc-

## La force du film est de proposer une lecture historique des événements, où tous les acteurs tombent le masque

teur du Gripen, se mêle à la campagne. Dans la foulée, le détournement d'un avion sur Genève, qui se fait «accompagner» par les forces aériennes française et italienne ridiculise l'armée suisse.

La force de *La Bataille du Gripen* est de proposer une lecture historique de ces événements où tous les acteurs tombent le masque. En donnant la parole aux citoyens dans les trois régions linguistiques, Frédéric Gonseth livre aussi une ode à la démocratie directe. A la pause dans une usine, au cours d'une partie de quilles entre retraités, dans des assemblées citoyennes, les dialogues sont sincères, vifs, les arguments maîtrisés, bien que le sujet soit éminemment technique. Le sentiment qui domine peu à peu s'exprime de manière croustillante dans la bouche d'un citoyen vaudois: «Il y a un os dans le fromage.»

L'épilogue du film mis en scène convainc moins. Difficile de tirer le rideau lorsque l'on sait qu'une future campagne pour acheter de nouveaux avions de combat se prépare, sur laquelle plane inévitablement l'ombre du Gripen. Le travail de Frédéric Gonseth servira néanmoins d'enseignement pratique dans un camp comme dans l'autre. Visionnage obligatoire pour Guy Parmelin. ■

Sortie en Suisse romande le 1er mars.

## Des taxes incitatives sèchement rejetées

**ÉNERGIE** Une commission prive l'UDC de son principal argument contre la Stratégie énergétique 2050

BERNARD WÜTHRICH, BERNE  
@BdWuthrich

La Commission de l'énergie du Conseil national coupe l'herbe sous le pied au comité qui a lancé le référendum contre la première étape de la Stratégie énergétique 2050 (SE 2050). Mardi, elle a décidé par 24 voix sans opposition et une abstention (celle du PLR genevois Benoît Genecand) de ne pas entrer en matière sur la deuxième étape. Or, c'est cette seconde étape qui permet à l'UDC de brandir la menace d'une facture de 200 milliards de francs, soit 3200 francs par ménage par an.

Pour avancer de tels chiffres, le comité référendaire piloté par l'UDC a systématiquement pris en compte les montants maximaux des taxes incitatives que cette seconde étape permettrait théoriquement d'appliquer: 3 centimes de plus par kWh d'électricité, 67 centimes par litre de mazout et 26 centimes par litre d'essence et de diesel.

Si la commission rejette ces taxes incitatives, c'est pour des raisons tactiques et économiques. Du point de vue stratégique, le refus très net de la commission prive l'UDC de son principal argument contre la première étape, sur laquelle on votera le 21 mai. Du point de vue économique, les taxes envisagées, dont l'effet incitatif n'a pas convaincu, risqueraient de pénaliser l'économie suisse et les producteurs d'électricité nucléaire et hydraulique, déjà en difficulté.

Tous les autres partis se réjouissent d'aborder le scrutin du 21 mai débarrassés des «chiffres fantaisistes» et des «affirmations fallacieuses» avancées par le comité référendaire. Benoît Genecand (PLR/GE), l'un des rares libéraux-radicaux à faire partie de ce comité, ne partage pas cet avis. «Je me suis abstenu, car je ne veux pas participer au bal des hypocrites. L'objectif visé par la Stratégie énergétique est de diminuer la consommation de 43% d'ici à 2035. La première étape ne suffit pas à l'atteindre. Si l'on ne veut pas des taxes incitatives proposées, il faudra recourir à d'autres moyens ou admettre que l'on ne veut pas atteindre cet objectif, ce qui est hypocrite», commente-t-il. ■

# Des fédéraux pour surveiller le vote de Moutier

**AUTODÉTERMINATION** Sur demande de la commune qui doit choisir son appartenance cantonale le 18 juin, le canton de Berne et la Confédération déploient des mesures exceptionnelles pour garantir la régularité du scrutin

L'information, confirmée par la Ville, circule dans les coulisses de Moutier, cité de 7700 habitants qui décidera, le 18 juin, si elle reste bernoise ou si elle migre dans le canton du Jura. La fille du conseiller d'Etat bernois Pierre Alain Schnegg, garant de la régularité exemplaire du scrutin, elle-même plusieurs fois candidate sur les listes UDC au Grand Conseil bernois et au Conseil du Jura bernois – où elle aurait pu succéder à son père, mais a renoncé – a déplacé son domicile légal de Champoz à Moutier, chez sa grand-mère maternelle, à fin 2016. En toute légalité.

Les autonomistes, y voyant à tout le moins une maladresse, la soupçonnent de vouloir apporter une voix au camp favorable au maintien de Moutier dans le canton de Berne, laissant accroître que des flux d'électeurs opportunistes et temporaires grossiraient le corps électoral de Moutier à la veille du scrutin décisif. La nervosité est latente, encore qu'à moins de cinq mois de l'échéance, le climat reste en apparence calme et serein sur place.

## «Vertu préventive»

Les chiffres tordent le cou aux soupçons, même s'il est possible de déposer ses papiers à Moutier jusqu'au 18 mars pour voter le 18 juin. Le corps électoral de Moutier en reste à 4600 ayants droit. L'évolution démographique est même défavorable: 28 habitants perdus en 2015, 30 en 2016, avec l'an passé un recul de 70 per-

sonnes au passeport suisse et donc potentiellement électriques (les étrangers n'ont pas de droits civiques dans le canton de Berne).

Il n'empêche. Sur demande de Moutier, le canton de Berne et la Confédération déploient une batterie inédite en Suisse de mesures «pour assurer le bon déroulement de la votation et renforcer la confiance des citoyens-électeurs», dit le chancelier bernois Christoph Auer. La première consiste à surveiller le registre des électeurs, public et consultable sur demande. Et s'il devait y avoir un écart subit de 200 ou 300 nouveaux électeurs? «Je ne sais pas ce que nous pourrions faire si tout est légal, mais on estime que cette surveillance a une vertu préventive», poursuit le chancelier.

La Confédération déploiera sept observateurs, des juristes de l'Office fédéral de la justice qui ne sont domiciliés ni dans le canton

de Berne ni dans celui du Jura. Là aussi, la mesure est préventive. Ils seront présents à Moutier durant le scrutin et le dépouillement. Ils sensibiliseront aussi, en amont, les directions d'EMS ou La Poste du traitement adéquat du matériel de vote.

Le vote par correspondance, justement, génère la suspicion. Les votes anticipés seront adressés non pas à la Ville, comme habituellement, mais à l'Office fédéral de la justice à Berne, ou déposés dans une urne scellée à l'hôtel de ville de Moutier, accessible seulement de jour. Il n'y aura pas de dépouillement anticipé avant la clôture du scrutin. Des mesures de sécurité sont prévues pour le transport des urnes au bureau de dépouillement. ■

SERGE JUBIN  
@sjubin

PUBLICITÉ

«Je suis serein autant qu'impatient de voir se réaliser mes plans.»

Jacques Raemy  
Responsable de  
l'agence générale  
Genève Rive Gauche  
à propos d'une vie  
plus longue en toute  
liberté de choix.

SwissLife